

Grenelle de l'éducation: les syndicats espèrent des annonces sur les salaires

Paris, 25 mai 2021 (AFP) -

Le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, doit rendre mercredi les conclusions d'un "Grenelle" qui a réuni durant trois mois les acteurs du secteur, afin de "réfléchir aux modernisations de l'éducation nationale", les syndicats attendant de pied ferme des annonces sur les salaires.

Le ministre a lancé fin octobre ce Grenelle de l'éducation à Paris, qui a consisté en divers ateliers et rallié la participation de personnalités de la société civile, telles que Daniel Pennac ou Marcel Rufo.

Le point crucial, pour les syndicats, est celui de la revalorisation des rémunérations des enseignants. Les salaires français sont en effet inférieurs de 7% en début de carrière à la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En novembre dernier, afin de "renforcer l'attractivité du métier d'enseignant", le ministère de l'Éducation avait annoncé des revalorisations à partir de 2021, ciblées surtout sur les plus jeunes. Une "première marche" pour les syndicats, qui en espèrent d'autres.

Pour permettre cette hausse ciblée sur les débuts de carrières, le budget 2021 du ministère a été augmenté de 400 millions d'euros (500 millions en année pleine).

Ces premières augmentations doivent être versées fin mai.

La prime mensuelle ira de 36 euros nets par mois pour des profs ayant entre onze et quinze ans d'ancienneté jusqu'à 100 euros nets mensuels pour les nouveaux titulaires.

Elle bénéficiera aux professeurs du primaire comme du secondaire (collèges et lycées).

A la veille des conclusions du Grenelle, les syndicats espèrent vivement que le ministre leur annonce "la seconde marche".

"On attend pour 2022 que le ministre respecte son engagement et qu'il y ait à nouveau 500 millions d'euros supplémentaire engagés", a expliqué à l'AFP Jean-Rémi Girard du Snalc (secondaire).

Tous les syndicats s'étaient battus pour obtenir une loi de programmation pluriannuelle gravant dans le marbre des hausses de salaires, "une garantie face aux alternances politiques". "C'était un point d'accord mais nous savons très bien qu'elle est abandonnée malheureusement", a poursuivi Jean-Rémi Girard.

En décembre, la FSU, première fédération syndicale enseignante et la CGT éducation avaient quitté les ateliers du Grenelle de l'éducation, dénonçant une "opération de communication".

asm/ito/shu

Afp le 25 mai 21 à 11 36.

